

**Revue de presse
élaborée à partir de revues spécialisées**

JUIN 2006

Une nouvelle donne pour le financement des collectivités ?

Financièrement, le secteur public local est globalement sûr et relativement moins risqué que celui des particuliers ou des petites et moyennes entreprises. Le taux de défaillance constaté pour les PME est, en moyenne, de 2%, contre un taux environ dix fois moindre pour les collectivités. Le nouveau dispositif prudentiel "Baie II" consiste à prendre en compte de façon plus fine la situation individuelle de chaque emprunteur et à calibrer en conséquence les fonds propres à mobiliser.

La Gazette des Communes - 05/06/2006

Conférence nationale des finances publiques et création du Conseil d'orientation des finances publiques

Décret n° 2006-515 du 5 mai 2006

Le Moniteur - 30/06/2006

Perspectives de réduction de la dette publique

Réponse ministérielle du 16 mai 2006 ministère du budget et de la réforme de l'état

QE n°90761 du 04/04/2006. Réponse JO Assemblée nationale du 16/05/2006

Le Moniteur - 30/06/2006

Vers une baisse des dotations ?

D'ici 2009, les concours financiers de l'Etat pourraient être indexés sur la seule inflation, entraînant une baisse des dotations sous enveloppe oscillant, selon les scénarios, entre 1,6 et 2,3 milliards d'euros. Cette réforme s'appliquerait progressivement à partir de 2007.

Le Courrier des Maires - 30/06/2006

FISCALITE LOCALE

Paris propose davantage de liberté pour la taxation des services locaux

Lors du Conseil Écofin, la France devrait suggérer l'ouverture d'un débat sur l'introduction d'une dose de subsidiarité dans la réglementation fiscale européenne. Seraient surtout concernés des services comme la restauration ou la coiffure.

La Tribune - 06/06/2006

Les normes comptables des sociétés sont-elles anti-TP ?

Les recettes de la TP risquent de subir les effets de reclassement d'immobilisations.

La Gazette des Communes - 12/06/2006

Améliorer le rendement fiscal d'un territoire

Un échange d'information avec les services fiscaux permet l'amélioration de la qualité des bases fiscales. Les systèmes d'information géographique apportent une aide supplémentaire

La Gazette des Communes - 12/06/2006

Fixation des taux d'imposition : déliaison du taux de taxe foncière sur les propriétés non bâties et fixation du taux de taxe professionnelle d'un EPCI Instruction fiscale N° 6-A-2-06 - direction générale des impôts BOI n° 96 du 9 juin 2006 - NOR: BUD f 06 20440 j

Le Moniteur - 16/06/2006

Calcul de la redevance spéciale sur l'élimination des déchets non ménagers

La ministre de l'Ecologie et du Développement durable a récemment apporté quelques précisions concernant le calcul de la redevance spéciale sur l'élimination des déchets.

Journal des Maires - 30/06/2006

Intercommunalité et déliaison des taux

Une instruction de la Direction générale des impôts (DGI) du 9 juin 2006 commente les dispositions relatives à la déliaison des taux pour les communes membres d'un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité additionnelle qui décide d'appliquer le régime de la taxe professionnelle unique.

Journal des Maires - 30/06/2006

Nomenclature M 14 Réforme

JO, Débats AN, 21 mars 2006
La Revue du Trésor - 01/06/2006

L'accompagnement par la Direction générale de la comptabilité publique de la réforme de la gouvernance financière au sein de l'administration roumaine

Des thèmes de coopération variés qui s'articulent autour d'une exigence commune : la gestion des fonds publics orientée vers la transparence et la performance
La Revue du Trésor - 06/06/2006

CONSOLIDATION

L'administration électronique mutualisée

Un aperçu de pratiques européennes innovantes
La Gazette des Communes - 12/06/2006

Développement durable Fiches de révisions, exercices, test de connaissance et documents de référence

La Gazette des Communes - 12/06/2006

E-administration : le service public électronique des collectivités territoriales et l'interopérabilité

L'e-administration se traduit en enjeux financiers, managériaux, et organisationnels, au cœur de l'efficience dans la gestion locale. Une interopérabilité doit désormais permettre un développement de ces technologies pour une amélioration du service public, sans " tutelle électronique ".
Collectivités Territoriales (Lamy) - 30/06/2006

L'accessibilité des sites Internet

La loi de 2005 sur l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées pose le principe de l'accessibilité numérique permettant, quel que soit le handicap, d'accéder à l'intégralité d'un site Web.
Journal des Maires - 30/06/2006

RESSOURCES HUMAINES

Travailleurs handicapés : le casse-tête de la déclaration annuelle

Afin d'être prêt pour le mois de juin, les éléments pratiques d'un parcours complexe, celui de la déclaration d'emploi... et ses conséquences

La Lettre du Cadre Territorial - 01/06/2006

Protection sociale : un cadre juridique d'urgence

Depuis quelques mois, la participation des collectivités locales à la protection complémentaire santé des territoriaux n'est en principe plus possible. Jean-Pierre Moreau, président de la MNT, demande au plus vite qu'un cadre juridique soutienne l'aide à la protection sociale des agents.

La Lettre du Financier Territorial - 01/06/2006

Reclassement : que faire des agents usés ?

ATSEM, femmes de ménage, rippers, animateurs : un jour ou l'autre, ces agents seront "usés" par le métier. Que faire d'une femme de ménage lessivée, ou d'un animateur inanimé ? Le reclassement n'est jamais chose facile...

La Lettre du Financier Territorial - 01/06/2006

Détachement et licenciement pour insuffisance professionnelle

Le fait de fonder l'insuffisance professionnelle d'un agent territorial sur des fonctions ne correspondant pas à celles prévues par le cadre d'emplois, exercées dans le cadre d'un détachement dans un service de l'État, constitue une erreur de droit. CAA Paris, 4 avr. 2006, n° 03PA01801, Ville Puteaux

Collectivités Territoriales Intercommunalité - 01/06/2006

Directeurs territoriaux : la carrière contre l'emploi fonctionnel

Bloqués dans leur déroulement de carrière, les directeurs territoriaux demandent depuis longtemps la création d'indices supplémentaires. Soit, a répondu la DGCL, mais à condition d'accepter d'être désormais placés sur emploi fonctionnel. Un "donnant-donnant" ~~ vécu comme un chantage.

La Lettre du Financier Territorial - 01/06/2006

FPT : anticiper les retraites et adapter les compétences

38 % de départs en retraite d'ici 2015. 38 % des agents de la fonction publique territoriale vont partir en retraite entre 2003 et 2015. Ceux de catégorie A sont, en moyenne, plus âgés que ceux des catégories B et C. Source : Rapport 2004-2005 de l'Observatoire de l'emploi public

Maires de France - 01/06/2006

Décharge de fonction : une jurisprudence importante

La réintégration s'impose si un emploi est vacant... Une récente décision vient contrecarrer des idées reçues...

La Lettre du Cadre Territorial - 01/06/2006

Stratégie de carrière : une réussite à plusieurs voies

Un plan de carrière réfléchi, voire défini : la jeune génération sait ce qu'elle veut et affiche son ambition, sans complexe

La Gazette des Communes - 05/06/2006

Une réussite à plusieurs voies

Un plan de carrière réfléchi, voire défini: la jeune génération sait ce qu'elle veut et affiche son ambition, sans complexe.

La Gazette des Communes - 05/06/2006

Evolution des effectifs des collectivités territoriales

Les effectifs des collectivités locales et de leurs établissements au 31 décembre

La Revue du Trésor - 06/06/2006

 **Vincennes : la dématérialisation des états de paie est engagée**

La procédure, effective depuis janvier 2006, est menée en collaboration avec la trésorerie municipale.
La Gazette des Communes - 06/06/2006

 **"Le statut de la fonction publique doit évoluer"**

Projet de loi: déontologie et cumul d'activités, des mesures applicables à la territoriale. Réforme statutaire: un décret balai prévu pour le mois de juillet. Mutuelles: des négociations encore en cours.
La Gazette des Communes - 12/06/2006

 **Le pouls des DRH publics**

Les DRH publics ont une vision claire de leurs futurs recrutements
Acteurs Publics - 30/06/2006

GESTION INTERNE

INTERCOMMUNALITE

Intercommunalité : quand préfets et élus préparent l'avenir

Chargés d'élaborer des schémas d'orientation intercommunale dans leur département, les préfets devraient proposer une rationalisation de nombreux périmètres. Mais pas nécessairement à court terme.
Maires de France - 01/06/2006

La montée en puissance de l'intercommunalité Sources : *Les Collectivités locales en chiffre 2006* "

DGCL, ministère de l'Intérieur
Maires de France - 01/06/2006

SCOT Nantes-Saint-Nazaire : les petites communautés comme trait d'union

Pour les élus, l'élaboration du schéma de cohérence territoriale (SCOT) est l'opportunité de dépasser la concurrence entre les agglomérations de Nantes et de Saint-Nazaire. Sans oublier les espaces intermédiaires.
Maires de France - 01/06/2006

Le juge administratif refuse la dispersion des contrats

Le tribunal administratif de Rouen se prononce sur la poursuite des contrats en cas de retrait de communes d'un syndicat. Deux cas possibles : il convient de distinguer la situation où la nouvelle communauté d'agglomération devient membre du syndicat, se substituant à ses communes membres, de celle où les communes se retirent purement et simplement du syndicat, sans que l'EPCI devienne membre du syndicat.
La Gazette des Communes - 05/06/2006

Acte autorisant l'adhésion à un établissement public de coopération intercommunale

L'arrêté autorisant l'adhésion d'une collectivité territoriale à un établissement public de coopération intercommunale n'est pas un acte réglementaire. CE, 10 mars 2006, n° 285439, min. d'Etat, min. de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire, à mentionner aux tables du recueil CE
Collectivités Territoriales (Lamy) - 30/06/2006

Création par le préfet d'une communauté de communes sans l'assentiment de toutes les communes

Le fait pour un arrêté préfectoral de créer une communauté de communes en incluant une commune malgré elle, affecte la libre administration des collectivités locales, qui constitue une liberté fondamentale. Juge des référés du CE, 1er mars 2006, n° 290417, min. délégué aux Collectivités territoriales c./ Cne de Salies-du-Salat, à mentionner aux tables du recueil CE
Collectivités Territoriales (Lamy) - 30/06/2006

Le transfert des ZAC et des ZAE : les modalités de valorisation et de mise en œuvre

La valorisation du transfert des ZAC et des ZAE recoupe deux composantes : le transfert de biens et le transfert de charges.
La Lettre du Financier Territorial - 30/06/2006

Les contrats "in house"

Jurisprudence de la Cour de justice des Communautés européennes et des juridictions administratives
Le Moniteur - 02/06/2006

ASSOCIATIONS

Exonération de charges sociales pour certaines associations situées en zone rurale

Réponse du ministre de l'Agriculture et de la Pêche à la question écrite n° 21802 de Thierry Repentin, JO Sénat (Q) du 22 juin 2006, p. 1713
Journal des Maires - 30/06/2006

DELEGATIONS

Déchets, eau : évaluer la qualité du service

Comment évaluer la qualité d'un service public d'élimination des déchets ménagers, d'un service de l'eau et d'assainissement ? Il existe des indicateurs, accessibles et compréhensibles aux non-techniciens, donc aux usagers.

Maires de France - 01/06/2006

Délégation de service public d'une collectivité à une autre procédure applicable

JO, Débats Sénat, 23 février 2006

La Revue du Trésor - 01/06/2006

Autorité compétente pour collecter les ordures ménagères

Réponse ministérielle du 7 mars 2006. Ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire. QE du 31/01/2006 - R. JO ASS. Nationale du 7 mars 2006

Le Moniteur - 02/06/2006

Publicité des servitudes d'utilité publique instituées en vue d'assurer la protection de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine

Décret n° 2006-570 du 17 mai 2006 ministère de la Santé et des Solidarités JO du 20 mai 2006 - NOR: SANP0621543D

Le Moniteur - 02/06/2006

Service d'élimination des déchets ménagers

Circulaire du 28 avril 2006. Direction générale des collectivités locales. NOR : MCT/B06/00046/C

Le Moniteur - 02/06/2006

Alstom et Bouygues favoris pour le tramway de Reims : le groupement constitué autour d'Alstom

Transport vient de franchir une étape supplémentaire pour obtenir la concession du tramway dont les travaux, pour plus de 200 millions d'euros, doivent débuter en 2008. ? .. ? x- ?

Les Echos - 05/06/2006

Les agences de bassin menacées

La loi sur l'eau vient d'être adoptée en première lecture par l'Assemblée nationale. Les redevances pourraient devenir une taxe, craignent les industriels

L'Usine Nouvelle - 08/06/2006

Succession de délégués de service public et article L. 122-12 du code du travail : rencontre ou coexistence ?

La succession de titulaires d'une délégation de service public s'accompagne souvent du transfert légal des emplois. La systématisation de la convergence des règles publicistes et travaillistes pourrait s'appuyer sur la similarité des notions d'activité déléguée et d'entité économique.

AJDA - 19/06/2006

10 conseils sur la tarification des services publics locaux (en régie ou délégués)


La fixation du tarif incombe à la personne publique

Le Courrier des Maires - 30/06/2006

Reprise d'activités en régie et transfert des contrats de travail


Lorsqu'une collectivité décide de reprendre en régie la gestion d'une activité de service public qu'elle avait jusqu'alors confiée à une structure privée, telle qu'une société ou encore plus fréquemment à une association, les contrats de travail des salariés sont en principe transférés à la collectivité selon des modalités variables en fonction de la nature du service en cause.

Le Courrier des Maires - 30/06/2006

 **Contribution tarifaire sur les prestations de transport et de distribution d'électricité et de gaz naturel**

Décret n° 2005-123 du 14 février 2005

Le Moniteur - 30/06/2006

 **De la double qualification d'une convention : occupation domaniale et délégation de service public**

Depuis longtemps les conventions conclues par les collectivités territoriales peuvent comporter une autorisation à occuper le domaine public, assortie d'obligations de service public, mais cela n'avait pas particulièrement d'importance quant au régime de conclusion puisqu'il n'existait pas de procédure spécifique. Seulement, cela n'est plus le cas maintenant avec l'existence d'une procédure de passation visant les délégations conventionnelles de service public. La présente affaire montre encore les difficultés pour les collectivités à analyser juridiquement la nature des conventions conclues.

Collectivités Territoriales (Lamy) - 30/06/2006

DIVERS

MARCHES PUBLICS

Résiliation d'un marché : le parallélisme des formes doit être respecté

Rép. min. à QE, JO Sénat du 13 avril 2006, page 1081.
La Lettre du Cadre Territorial - 01/06/2006

Que reste-t-il du "In House"?

" En 1999, la Cour de justice européenne dégageait une exception au droit des marchés publics: le contrat "in house". " Repris par l'article 3-1° du Code français des marchés publics, le "in house" a été peu à peu délimité par le juge communautaire. Dans un arrêt du 11 mai 2006, la Cour restreint encore un peu plus les conditions qui permettent d'en bénéficier. Mais que reste-t-il du "in house" ?
Le Moniteur - 02/06/2006

Pas de progrès sur le front des retards de paiement

Concernant les pénalités de retard, la situation n'évolue pas. Malgré la réglementation qui rend les pénalités automatiquement exigibles au moindre retard, 94% des PME questionnées avouent toujours ne pas les réclamer.
Le Moniteur - 02/06/2006

Contrat de louage

La location d'une voiture avec option d'achat n'est pas un simple contrat de louage.
La Gazette des Communes - 05/06/2006

Chaque lot est apprécié indépendamment des autres

Dans un arrêt rendu le 10 mai dernier, le Conseil d'Etat précise l'étendue du principe d'égalité entre les candidats à un marché public à lots.
La Gazette des Communes - 05/06/2006

"On se demande pourquoi le BOAMP ne crée pas un modèle identique au modèle européen"

"Juridiquement, la décision est incontestable car on ne voit pas comment justifier que, selon le support (presse spécialisée, presse locale, BOAMP et JOUE), le contenu d'un avis pourrait être différent."
Le Moniteur - 16/06/2006

7 questions autour du partenariat public-privé

Ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004
Le Moniteur - 23/06/2006

Commission des marchés, publics de l'Etat

Rapport d'activités
Le Moniteur - 23/06/2006

Une commune peut attribuer directement un marché à une entreprise qu'elle détient si l'activité de cette dernière est consacrée principalement à cette collectivité

Dans son arrêt du 11 mai 2006, la Cour de justice des Communautés européennes a estimé qu'il faut tenir compte de toutes les activités qu'une entreprise réalise sur la base d'une attribution faite par le pouvoir adjudicateur et ce, indépendamment de savoir qui rémunère cette activité et où elle est exercée. CJCE, 11 mai 2006, aff. C-340/04, Carbotermo SpA, Consorzio Alisei c./ Cne di Busto Arsizio, AGESP SpA
Collectivités Territoriales (Lamy) - 14/06/2006

Les collectivités achètent-elles au bon prix ?

À la question : " Pensez-vous que vous achetez trop cher ? ", rares sont les collectivités persuadées d'acheter au juste prix. Pourtant, celles qui se sont lancées dans une politique achat le démontrent : on peut clairement améliorer le rapport coût-qualité-délais.
La Lettre du Cadre Territorial - 15/06/2006

La CMPE rend son premier rapport d'activité

Saisine obligatoire pour les gros projets.
Le Moniteur - 16/06/2006

Le formalisme est de retour

Dans une décision "Syndicat intercommunal des services de l'agglomération valentinoise" du 10 mai 2006, le Conseil d'Etat revient un peu sur la souplesse introduite par le Code 2004 et par la jurisprudence. Il réinstalle un certain formalisme.

Le Moniteur - 16/06/2006

Le moral des dirigeants de PME retrouve quelques couleurs en juin

L'indice synthétique du baromètre PME-PMI Le Crédit Lyonnais- " La Tribune "-Radio Classique gagne deux points en juin. Ce regain d'optimisme provient de la reprise de la demande, notamment dans la grande distribution.

La Tribune - 19/06/2006

Ouverture des plis contenant les candidatures à un marché public

Les services d'une collectivité territoriale ne doivent pas ouvrir les plis de candidatures à un appel d'offres restreint, seule la commission d'appel d'offres peut le faire.

AJDA - 19/06/2006

Une commune peut attribuer directement un marché à une entreprise qu'elle détient si l'activité de cette dernière est consacrée principalement à cette collectivité

Dans son arrêt du 11 mai 2006, la Cour de justice des Communautés européennes a estimé qu'il faut tenir compte de toutes les activités qu'une entreprise réalise sur la base d'une attribution faite par le pouvoir adjudicateur et ce, indépendamment de savoir qui rémunère cette activité et où elle est exercée. CJCE, 11 mai 2006, aff. C-340/04, Carbotermo SpA, Consorzio Alisei c./ Cne di Busto Arsizio, AGESP SpA

Collectivités Territoriales (Lamy) - 30/06/2006

Allotissement : modes d'emploi

La dévolution des opérations en lots permet de poursuivre plusieurs objectifs. Il ne s'agit pas seulement d'un choix juridique, mais du résultat d'un montage qui permet d'optimiser un projet. Le Code des marchés publics 2004 a introduit de nouvelles dispositions pour favoriser l'accès aux marchés des PME.

Le Moniteur - 30/06/2006

Annulation de la procédure d'un marché de fourniture de sel de déneigement

Jugement n° 0600712 du 1er juin 2006

Le Moniteur - 30/06/2006

Exonération des pénalités de retard: comment procéder

L'application de pénalités de retard n'est possible qu'en vertu d'une clause du marché

Le Moniteur - 30/06/2006

Marchés publics

Une collectivité territoriale porte-t-elle atteinte aux règles de publicité et de mise en concurrence en imposant aux candidats de recourir pour la présentation de leur candidature aux formulaires DC4 et DC5?

Le Courrier des Maires - 30/06/2006

Marchés publics : amélioration des procédures "Recours "

Il sera désormais plus facile pour les entreprises qui estiment avoir été lésées lors de l'octroi d'un marché public de contester le contrat en question. Le 4 mai 2006, la Commission européenne a en effet soumis un projet de directive censé remplacer les directives "réparations " (directive CEE n° 89/665 pour les marchés publics classiques et directive CEE n° 92/13 pour les marchés publics spéciaux) qui, selon la Commission, ne se sont pas avérées satisfaisantes. Commission européenne, communiqué n° IP/06/601, 11 mai 2006, Bruxelles, 4 mai 2006

Collectivités Territoriales (Lamy) - 30/06/2006

Précisions sur les marchés de prestations intégrées dites contrats " in house "

Un arrêt de la première chambre de la Cour de justice des communautés européennes (CJCE) du 11 mai 2006 "est venu préciser le sens des critères applicables à la notion de prestations intégrées dites " in house " en matière de marchés publics.

Journal des Maires - 30/06/2006

 **Quand la précipitation est mauvaise conseillère**

Dans un jugement du 1er juin 2006, le tribunal administratif de Lyon a annulé la procédure par laquelle la Communauté urbaine de Lyon avait conclu un marché pour la fourniture de sel de déneigement.
Le Moniteur - 30/06/2006

 **Succès du blog "achats "contrats publics"**

Plus de 5000 visites en moins de trois semaines.
Le Moniteur - 30/06/2006

EVALUATION DE POLITIQUE PUBLIQUE

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE LOCAL

Les aides de faible montant exemptées de visa européen

Le plafond des aides "de minimis" versées aux entreprises devrait être augmenté, et le champ d'application de cette exonération serait étendu.

Maires de France - 01/06/2006

Les nouvelles procédures de la loi de sauvegarde

"Le nombre de faillites peut baisser de 5% d'ici un à deux ans" d'après Dominique Mèlès, secrétaire général de l'Institut français des praticiens des procédures collectives

Le Moniteur - 02/06/2006

Pas de progrès sur le front des retards de paiement

Concernant les pénalités de retard, la situation n'évolue pas. Malgré la réglementation qui rend les pénalités automatiquement exigibles au moindre retard, 94% des PME questionnées avouent toujours ne pas les réclamer.

Le Moniteur - 02/06/2006

Projections démographiques pour la France et ses départements

Horizon 2030-2050

Le Moniteur - 02/06/2006

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

La politique écologique de Kaysersberg fait école dans la vallée

Dans une région à la politique environnementale très affirmée, la commune de Kaysersberg se prévaut d'une action globale et de résultats concrets. C'est désormais à l'échelle intercommunale que les projets s'organisent.

Maires de France - 01/06/2006

Autorité compétente pour collecter les ordures ménagères

Réponse ministérielle du 7 mars 2006. Ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire. QE du 31/01/2006 - R. JO ASS. Nationale du 7 mars 2006

Le Moniteur - 02/06/2006

Publicité des servitudes d'utilité publique instituées en vue d'assurer la protection de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine

Décret n° 2006-570 du 17 mai 2006 ministère de la Santé et des Solidarités JO du 20 mai 2006 - NOR: SANP0621543D

Le Moniteur - 02/06/2006

Service d'élimination des déchets ménagers

Circulaire du 28 avril 2006. Direction générale des collectivités locales. NOR : MCT/B06/00046/C

Le Moniteur - 02/06/2006

Des contentieux trop lourds avec Bruxelles

Le constat est sévère. Malgré une charte de l'environnement à valeur constitutionnelle, "la France est l'Etat le plus condamné pour non-respect des directives européennes en matière d'environnement", souligne Fabienne Keller

Le Moniteur - 30/06/2006

Dispositions relatives à la création des zones de développement de l'éolien terrestre

Circulaire du 19 juin 2006 du Ministère de l'écologie et du développement durable

Le Moniteur - 30/06/2006

Le dispositif de soutien au développement de l'éolien

Instruction détaillée du 19 juin 2006. Ministère délégué à l'industrie. Ministère de l'écologie et du développement durable

Le Moniteur - 30/06/2006

Procédure de création et de gestion des réserves naturelles nationales et régionales

Une circulaire du ministère de l'Ecologie et du Développement durable datée du 13 mars 2006 a présenté les conditions de mise en œuvre du décret n° 2005-491 du 18 mai 2005 relatif aux réserves naturelles. Ce texte concerne la procédure de création et la gestion des réserves naturelles nationales et des réserves naturelles régionales.

Journal des Maires - 30/06/2006

DECENTRALISATION, DECONCENTRATION

Routes nationales : le transfert à la croisée des chemins

En transférant une partie des routes nationales aux départements, le ministère de l'Équipement en profite pour réformer en profondeur ses services déconcentrés
La Gazette des Communes - 12/06/2006

CONTROLE INTERNE

CONTROLE PRIVE

CONTROLE PUBLIC

Le comptable public n'a plus d'obligation générale d'appliquer les actes administratifs exécutoires

(Note sous CE, 8 juillet 2005, Ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie c/ M. Basserie et M. Caffart, req. n° 263254)

La Revue du Trésor - 01/06/2006

Les systèmes de gestion et de contrôle des fonds structurels : théorie et pratique, enjeux à venir

La définition d'une stratégie globale permet une meilleure cohérence et une meilleure complémentarité des actions menées et s'accompagne de bilans et d'évaluations qui devraient porter non seulement sur l'atteinte des objectifs fixés et l'impact sur un environnement analysé au départ, mais aussi sur l'analyse des difficultés rencontrées.

La Revue du Trésor - 06/06/2006

La Cour des Comptes considère que l'évolution actuelle des finances publiques n'est "pas soutenable"

Le constat dressé dans le rapport est largement connu. La situation des finances publiques n'a cessé de se dégrader depuis 25 ans en raison des déficits budgétaires systématiques qui ont porté la dette à 1.138 milliards d'euros à fin 2005.

Bulletin Quotidien - 14/06/2006

 ***L'accompagnement par la Direction générale de la comptabilité publique de la réforme de la gouvernance financière au sein de l'administration roumaine***

Des thèmes de coopération variés qui s'articulent autour d'une exigence commune : la gestion des fonds publics orientée vers la transparence et la performance

La Revue du Trésor - 06/06/2006

L'entretien des lieux de culte par la commune

Le principe de laïcité ne s'oppose pas à l'entretien d'un édifice de culte par la commune, mais les règles varient selon qu'elle en est propriétaire ou non.

Géomètre - 01/06/2006

Propriété des personnes publiques : des règles refondues

Une ordonnance n° 2006-460 du 21 avril relative à la partie législative du Code général de la propriété des personnes publiques (CGPPP) a été publiée au Journal officiel du 22 avril 2006. Ses dispositions seront applicables à compter du 1er juillet 2006

La Lettre du Cadre Territorial - 01/06/2006

Un nouveau code pour changer d'ère

Le Code général de la propriété des personnes publiques entre en vigueur dans trois semaines, le 1er juillet 2006. Il modifie et complète de nombreux codes existants (construction et habitation, collectivités territoriales, assurances...). Les utilisateurs devront donc procéder à une lecture combinée de ces dispositions pour gérer leur patrimoine public ou privé.

Le Moniteur - 09/06/2006

50 questions sur la gestion du patrimoine foncier des collectivités locales

Le nouveau code général de la propriété des personnes publiques (CGPPP), dont la partie législative entrera en vigueur le 1er juillet 2006 (ordonnance n° 2006-460 du 21 avril 2006), renouvelle largement un droit relativement stable jusqu'alors, celui de la propriété publique.

Le Courrier des Maires - 30/06/2006

Un nouveau code de référence pour la propriété publique : le CG3P

L'ordonnance 2006- 460 du 21 avril 2006 a rendu publique la partie législative du nouveau Code général de la propriété des personnes publiques (CG3P). Présentation des principales lignes de ce nouveau code.

Journal des Maires - 30/06/2006

URBANISME

RESPONSABILITES CIVILE ET PENALE

CORRUPTION

INFORMATIONS JURIDIQUES DIVERS

Le commissaire du gouvernement est mort, vive le commissaire !

Après l'arrêt Martinie, les juridictions administratives françaises vont devoir repenser le fonctionnement de l'institution du commissaire au gouvernement. Son appellation pose également problème. Enfin, les conditions actuelles d'exercice de la fonction amènent un commissaire en exercice à s'interroger sur le maintien de son apport à la qualité du jugement.

AJDA - 19/06/2006

COMPTES DE CAMPAGNE

Elections

Un élu condamné pénalement peut-il démissionner de son mandat de maire tout en restant conseiller municipal pour permettre l'élection d'un successeur ?

Le Courrier des Maires - 30/06/2006